

COPIE

CONTRAT DE FORTAGE

FORET COMMUNALE DE CHAPELLE D'HUIN (DOUBS)

Carrière à ciel ouvert de pierre calcaire

L'an deux mil douze, le 19 du mois de Juillet

ENTRE

- La Commune de CHAPELLE D'HUIN dans le département du DOUBS (25270), représentée par son Maire, Monsieur Dominique MAMET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 Juillet 2012

ci-après dénommée « la Commune »,

assistée de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS – Direction Territoriale de Franche-Comté – 14 rue Plançon – B.P. 51581 – 25010 BESANCON CEDEX 3, représenté par Monsieur Sylvestre CHAGNARD, Directeur Territorial de Franche-Comté.

représentant ledit Etablissement,

d'une part,

ET

- La S.A.S. Roger CUENOT, représentée par son Directeur, Michel CUENOT, dont le siège social est à 60 rue de Besançon 25270 LEVIER, Inscrite au registre du commerce et des sociétés de BESANCON (Doubs) sous le n° RCS 76B 104 ci-après dénommé « l'Exploitant »

d'autre part.

individuellement désignée « la partie » et collectivement « les parties ».

SA MC RJ

EXPOSE DES MOTIFS

L'Entreprise S.A.S. Roger CUENOT de LEVIER (25270) exploitait une carrière de roche massive calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de CHAPELLE D'HUIN (25270) au lieu-dit « Les Malfuchaux ». Son autorisation d'exploiter étant parvenue à son terme, cette entreprise a étudié les différentes possibilités d'extension.

La présence de cette carrière et l'étude de la géologie locale ont mis en évidence la présence d'un gisement de même nature en continuité de la carrière actuelle.

Par conséquent, en accord avec les différents propriétaires, l'Exploitant a sollicité et obtenu les différentes autorisations administratives nécessaires. Il s'agit de :

- l'autorisation de défrichement : Arrêté préfectoral n°2007-2310-05996 en date du 23 octobre 2007,
- l'autorisation d'exploiter la carrière : Arrêté préfectoral n° 2008-2105-02178 du 21 mai 2008.

L'autorisation d'exploiter cette carrière porte sur 13 ha 68 a 99 ca dont 10 ha 52 a 09 ca sur le territoire communal de CHAPELLE D'HUIN (parcelle A277 partie, A289 partie et A290 en totalité) et 3 ha 16 a 90 ca sur le territoire communal de SOMBACOUR (parcelle C1068, C1069 et C1070).

Suite à un ajustement cadastral, la parcelle A289 a été renommée A291.

Les parcelles A277 et A291 appartiennent à la Commune de CHAPELLE D'HUIN, et seule la parcelle A277 relève du régime forestier, et à ce titre elle est gérée par l'Office National des Forêts – Agence du DOUBS – Unité Territoriale de LEVIER – Triage de BIANLS LES USIERS..

Le total de la contenance sur laquelle le contrat est demandé sur la propriété de CHAPELLE D'HUIN est de 10,1531 ha.

Par conséquent, conformément à l'article 10 bis intitulé « Dispositions particulières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter désigné ci-dessus, il est nécessaire d'établir un nouveau contrat de forage.

PREALABLEMENT A QUOI IL EST RAPPELE :

Suite à la demande formulée par l'Entreprise S.A.S. ROGER CUENOT, et vu l'avis favorable du Conseil Municipal mentionné dans la délibération du 6.11.2012.

- Surface sur laquelle porte le contrat : 10 ha 15 a 31 ca correspondant aux propriétés de la commune de CHAPELLE D'HUIN.
(l'autorisation d'exploiter porte sur 13 ha 68 a 99 ca dont 10 ha 52 a 09 ca sur le territoire communal de CHAPELLE D'HUIN et 3 ha 16 a 90 ca sur le territoire communal de SOMBACOUR)
Le périmètre est défini par les parcelles cadastrales désignées à l'article 1 ci-dessous.

K RH D

• Période et Rythme d'exploitation

. Durée d'exploitation : 15 ans, à compter de l'autorisation préfectorale (14 ans pour l'extraction et 1 an pour la remise en état du site).

. Rythme annuel d'exploitation

moyen 120 000 tonnes/an (soit environ 60 000 m³/an)

maximum 150 000 tonnes/an (soit environ 75 000 m³/an).

(volume fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2008 2105 02178 en date du 21 mai 2008).

La densité du calcaire est d'environ 2,6 mais tenant compte des fissures et des vides karstiques, la quantité commercialisable sera d'environ 2 tonnes par mètre cube.

Les Parties se sont rapprochées afin de conclure un nouveau contrat de fortage.

EN CONSEQUENCE, LES COMPARANTS ONT CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE I : OBJET ET DUREE DU CONTRAT

ARTICLE 1 – DESIGNATION DES PARCELLES.

La commune de CHAPELLE D'HUIN accorde à l'Entreprise S.A.S. ROGER CUENOT, selon les autorisations préfectorales d'exploiter la carrière et de défrichement, pour une durée indiquée à l'article 3, un droit de fortage (au sens des articles L 332-1 et suivants du code minier et des textes pris pour leur application) en vue d'extraire des matériaux sur les parcelles concédées, ci après désignées. Toute cession totale ou partielle de ce droit est traitée à l'article 5-C.

Ce périmètre est défini par les parcelles cadastrales désignées ci-dessous :

Territoire communal	Propriétaire	Lieu-dit	Sect ion	N° de parcelle	Contenance totale (ha)	Contenance de la demande de contrat (ha)	Contenance relevant du régime forestier
CHAPELLE D'HUIN	Commune de CHAPELLE D'HUIN	Les Malfuchaux	A	277 partie	40,3086	4,0542	4,0542
		Les Malfuchaux	A	291 partie	56,1476	6,0989	0
		Sous-total				10,1531	
	SCI D'ANGLEBOIS	Les Malfuchaux	A	290	0,3678	0,3678	0
TOTAL de la contenance sur le territoire de CHAPELLE D'HUIN						10,5209	4,0542

Carrière de pierre calcaire – Forêt communale de CHAPELLE D'HUIN (25)

Le site de la carrière porte sur une superficie de 13ha 68a 99ca conformément au plan qui est annexé à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière n° 2008 2105 02178 en date du 21 mai 2008).

Les frais de garderie au bénéfice de l'Office national des forêts seront calculés sur la surface relevant du régime forestier, soit concernant le cas présent de cette carrière sur 4,0542 ha.

Cette superficie comprend :

Conte supérieure comprend :

Territoire communal	Propriété	Lieu-dit	S e c t i o n	N° de parcelle	Contenance totale (ha)	Contenance de la demande de contrat (ha)	Contenance relevant du régime forestier
CHAPELLE D'HUIN 25270	Commune de CHAPELLE D'HUIN	Les Malfuchaux	A	277 partie	40,3086	4,0542	4,0542
		Les Malfuchaux	A	291 partie	56,1476	6,0989	0
	SCI D'ANGLEBOIS	Les Malfuchaux	A	290	0,3678	0,3678	0
TOTAL de la contenance sur le territoire de CHAPELLE D'HUIN						10,5209	4,0542
Territoire communal	Propriété	Lieu-dit	S e c t i o n	N° de parcelle	Contenance totale (ha)	Contenance de la demande de contrat (ha)	
SOMBACOUR 25520	SCI D'ANGLEBOIS	Au Planet	C	1068	1,3520	1,3520	0
		Au Planet	C	1069	0,5830	0,5830	0
		Pré Faisan	C	1070	1,2340	1,2340	0
TOTAL de la contenance sur le territoire communal de SOMBACOUR						3,1690	0
TOTAL de l'autorisation d'exploiter						13,6899	4,0542

ARTICLE 2 – TRAVAUX DE RECONNAISSANCE.

Sous conditions d'accords de l'ONF délivrés pour chacun des sondages, la Commune de CHAPELLE D'HUIN autorise l'Entreprise S.A.S. ROGER CUENOT à pénétrer sur les terrains désignés ci-dessus pour y effectuer tous les sondages nécessaires à la vérification des qualités et quantités de matériaux contenus.

MC Ruy D9

ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT.

L'autorisation d'exploiter du 21 mai 2008 est délivrée pour une durée de 15 ans à dater de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière (14 ans pour l'extraction et 1 an pour la remise en état du site).

Le présent contrat est fait et accepté à compter du 01 janvier 2012 et jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter, soit jusqu'au 20 mai 2023.

CHAPITRE II : CLAUSES ADMINISTRATIVES

Tous ces éléments ne pourront être en opposition avec les arrêtés préfectoraux et devront être modifiés le cas échéant.

ARTICLE 4 – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.

Le contrat est passé suite à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'exploitation de la carrière, à l'installation des équipements et au défrichement notamment :

- l'autorisation de défrichement : Arrêté préfectoral n°2007-2310-05996 en date du 23 octobre 2007.
- l'autorisation d'exploiter la carrière : Arrêté préfectoral n° 2008-2105-02178 du 21 mai 2008.

ARTICLE 5 – CLAUSES RESOLUTOIRES

A – Résiliation

L'Exploitant conserve la possibilité de résilier le présent contrat sous réserve de prévenir la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai minimum de préavis d'un an. Dans ce cas, l'Exploitant remet le site en état selon les prescriptions fixées par l'article L 512-17 du Code de l'environnement et par l'article 13 du présent acte.

B – Remise en état des lieux

En cas d'extinction voire de résiliation du contrat avant le terme contractuel et qu'elle qu'en soit la cause, l'Exploitant sera tenu d'assumer la charge financière de la remise en état des lieux suivant les prescriptions fixées par le Code de l'environnement et les modalités prévues à l'article 13 du présent contrat.

Faute par l'Exploitant de satisfaire à cette obligation de remise en l'état, le Préfet fera appel aux garanties financières constituées par lui, conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

C – Substitution

L'Exploitant pourra céder, en totalité ou en partie, les droits que lui confère le présent contrat. En cas de cession, ils ne pourront être consentis qu'à charge pour le cessionnaire de s'engager à remplir fidèlement toutes les clauses et conditions des présentes aux lieu et place de l'Exploitant qui en sera libérée après avoir fait connaître son successeur à la Commune et à l'ONF.

L'Exploitant pourra également faire apport des droits résultant des présentes à toute société ou personne morale, créée ou à créer, de quelque forme qu'elle soit, à charge pour elle de satisfaire exactement aux diverses conditions des présentes conventions.

D – Autres dispositions

Si, au cours du présent contrat, le Propriétaire manifeste son intention de vendre soit tout ou partie des terrains faisant l'objet des présentes, soit le tréfonds de tout ou partie de ces terrains, soit des terrains contigus lui appartenant, soit même l'ensemble de son domaine, l'Exploitant aura le droit d'en devenir acquéreur de préférence à toute autre personne, pour un prix égal à celui qui serait offert au Propriétaire et aux mêmes conditions, à charge pour l'Exploitant de faire connaître son intention d'user de ce droit de préférence, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois de la notification que lui aura faite le Propriétaire, dans la même forme, du prix et des conditions qu'il aura obtenus.

Dans le cas où l'Exploitant renoncerait à exercer son droit de préférence, l'acte de cession du terrain à un tiers devra mentionner l'existence du présent contrat et des droits et obligations qui y sont attachés. Il devra également comporter l'engagement de l'acquéreur de poursuivre l'exécution du présent contrat aux mêmes conditions.

L'Exploitant pourra édifier, en se conformant aux règlements d'urbanisme s'il y a lieu, toutes constructions, installations fixes ou mobiles nécessaires à son exploitation ou à toute industrie qu'il serait appelé à créer, soit pour faciliter son exploitation et la développer, soit pour la compléter. A l'expiration du présent contrat, l'Exploitant disposera d'un délai d'une année pour l'enlèvement de ses approvisionnements, matériaux en stock, machines et matériels ; il pourra cependant abandonner et laisser en place les installations fixes (socles, silos, quais de chargement, etc...)

CHAPITRE III : CLAUSES TECHNIQUES

Tous ces éléments ne pourront être en opposition avec les arrêtés préfectoraux et devront être modifiés le cas échéant.

ARTICLE 6 – BORNAGE – ETAT DES LIEUX

• **Bornage du terrain objet de ce contrat :**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'Exploitant procédera au bornage du périmètre du terrain objet de ce contrat à l'aide de bornes de géomètre numérotées. L'Exploitant est tenu :

- 1) de placer des bornes à tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de ce terrain objet de ce contrat,
- 2) de placer des bornes de nivellement pour évaluer les volumes exploités,
- 3) d'effectuer un nivellement sur l'ensemble du terrain objet de ce contrat pour définir l'état initial des lieux.

Ce bornage fera l'objet d'un levé topographique qui permettra d'établir un plan de référence pour ce contrat avec report du numéro des bornes.

Ce bornage ainsi que ce levé topographique et le report sur plan seront réalisés par un géomètre expert choisi d'un commun accord entre la Commune, l'ONF et l'Exploitant et aux frais de l'Exploitant.

L'Exploitant sera responsable de l'entretien et du maintien en bon état de ce bornage qui devra rester toujours apparent. L'exploitant dispose d'un mois après la réception d'une mise en demeure pour remplacer ou replacer une borne. Passé ce délai, la Commune fera exécuter les travaux nécessaires à la charge de l'Exploitant.

• **Etat des lieux :**

En même temps que ces opérations de bornage, un état des lieux initial du site et des voies d'accès sera dressé de façon contradictoire avec toutes les parties concernées.

ARTICLE 7 – VOIE D'ACCES

A – Désignation :

L'Accès du terrain objet de ce contrat se fera par les routes départementales n°48 et 72 comme prévu par l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière désigné ci-dessus.

Cet accès est dénommé « desserte » de la carrière.

B- Statut :

Voies départementales n°48 et 72.

C – Entretien de la desserte :

L'Exploitant pourra utiliser cette desserte sous réserve de son entretien permanent.

Ma Ham ⁷

ARTICLE 8 – ABATTAGE D'ARBRE

- **Défrichement**

Il sera réalisé conformément aux arrêtés préfectoraux portant l'autorisation d'exploiter et de défrichement, et dans la limite de la nécessité liée à l'exploitation de la carrière.

- **Coupe et enlèvement d'arbres**

Toute coupe ou enlèvement d'arbres situés sur les terrains concédés qui serait effectué sans autorisation préalable des services de l'ONF sera poursuivi conformément au Code Forestier et entraînera d'office et de plein droit la résiliation du présent contrat.

Les arbres à abattre seront désignés par l'ONF et :

- soit vendus par l'ONF pour le compte de la Commune ;
- soit délivrés en affouage à la Commune.

Afin qu'il puisse disposer en temps utile et au premier janvier de l'année n des surfaces déboisées qui lui sont nécessaires, l'Exploitant devra faire connaître à l'ONF le périmètre de ces surfaces au plus tard le premier janvier de l'année n-1.

Compte tenu de la nature des peuplements, le paiement d'aucune valeur d'avenir ne sera exigé lors de ces déboisements.

ARTICLE 9 – ENLEVEMENT DES SOUCHES ET DE LA VEGETATION

* L'enlèvement des souches et de la végétation doit être réalisé progressivement et correspondre aux besoins de l'exploitation.

* Sont à la charge de l'Exploitant, le dessouchage et la destruction ou l'enlèvement des végétaux subsistant sur le terrain après l'abattage des arbres. Les produits résultant de ces opérations seront broyés ou éventuellement utilisés sur les terrains concédés,

ARTICLE 10 – TERRE VEGETALE

La terre végétale doit être retirée progressivement et correspondre aux besoins de l'exploitation.

Après défrichement et dessouchage, la terre végétale de découverte sera retirée et mise en dépôts aux endroits désignés en collaboration avec l'ONF, sur les terrains concédés et aux abords immédiats de l'exploitation.

ARTICLE 11 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation sera conduite conformément aux articles 17, 18 et suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière n° 2008-2105-02178 du 21 mai 2008.

ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE SECURITE

Ce dispositif sera mis en place conformément aux dispositions de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière et selon les réglementations en vigueur.

ARTICLE 13 – RECONSTITUTION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL

La remise en état du site sera conduite conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière n° 2008-2105-02178 du 21 mai 2008 et notamment ses articles 31 et suivants.

Cette réhabilitation sera réalisée conformément à l'arrêté cité ci-dessus et en concertation avec la Commune assistée de l'O.N.F.

ARTICLE 14 – AUTRES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Le présent contrat est fait aux conditions et charges indiquées ci-après :

1 – L'Exploitant ne pourra exercer aucun recours contre la Commune notamment au sujet de la contenance des parcelles, de la qualité ou de la quantité des matériaux extraits ou des difficultés d'exploitation.

2 – L'Exploitant devra prendre toutes dispositions utiles pour prévenir tous les éboulements ou détériorations de terrains voisins, notamment les boisements situés en bordure de la carrière.

3 – L'Exploitant aura à sa charge tous les frais résultants des dégradations de la route, du terrain, des réseaux, imputables à l'activité de l'entreprise.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le présent contrat est consenti et accepté moyennant le paiement de :

A – Un élément fixe (If) :

Il s'agit d'une indemnité d'occupation forfaitaire annuelle à payer d'avance.
Pour l'année de fin d'exploitation, cette indemnité est due au
« prorata temporis ».

B – Un élément variable (Rc)

Il s'agit d'une redevance, proportionnelle au nombre de mètres cube de matériaux extraits et, calculées pour chaque période couvrant l'année civile écoulée.

Cette carrière a pour objectif d'extraire des matériaux calcaires pour la production de granulats. Si des matériaux plus nobles étaient extraits, notamment des pierres marbrières, ce contrat ferait l'objet d'un avenant pour ajuster les redevances. L'Exploitant s'engage à informer la Commune et l'ONF de cet éventuel changement de nature d'extraction avant toute évacuation de ces matériaux hors de la carrière, sous peine de résiliation du présent contrat sans indemnité après mise en demeure.

ARTICLE 15 – CALCUL DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE ANNUELLE (If)

Il s'agit d'une indemnité d'occupation forfaitaire annuelle (If).

Pour l'année 2012, cette indemnité est égale à mille deux cents Euros pour tenir compte des inconvénients résultant de l'occupation du domaine forestier :

Soit If₂₀₁₂ = 1 200 €

Cette indemnité est due quelle que soit la quantité extraite.

Cette indemnité sera révisable au 1^{er} janvier de chaque année conformément à l'échéancier ci-dessous et à l'article 18 ci-après.

Année	If (€)		Identification	Désignation
2012	1 200 €	=	If ₂₀₁₂	Indemnité forfaitaire pour l'échéance 2012
2013	$\frac{If_{2012} \times In + 700 \text{ €}}{I(n-1)}$	=	If ₂₀₁₃	Indemnité forfaitaire pour l'échéance 2013
2014	$\frac{If_{2013} \times In + 700 \text{ €}}{I(n-1)}$	=	If ₂₀₁₄	Indemnité forfaitaire pour l'échéance 2014
2015	$\frac{If_{2014} \times In}{I(n-1)}$	=	If ₂₀₁₅	Indemnité forfaitaire pour l'échéance 2015
2016 et années suivantes	$\frac{If_{(n-1)} \times In}{I(n-1)}$	=	If _(n)	Indemnité forfaitaire pour l'année n

RH MC DJ

ARTICLE 16 – CALCUL DE L'ELEMENT VARIABLE (Rc)

Une redevance proportionnelle au nombre de mètres cube de matériaux extrait (**Rc(n)**) et dont le montant sera calculé au moment de la mise en recouvrement par la formule :

$$\text{Soit } Rc(n) = Vc(n) \times Tc(n)$$

où :

Rc(n) = Redevance liée aux matériaux extraits, pour l'année d'exploitation (n)

Vc(n) = nombre de mètres cube de matériaux extrait au cours de l'année (n) considérée.

Tc(n) = le tarif du mètre cube de matériaux en vigueur l'année (n). Le calcul de révision est donné à l'article 19 pour les années 2016 et suivantes.

Pour l'année 2012 ce tarif est égal à soixante centimes d'Euros.

$$\text{soit } Tc_{2012} = \dots \text{ €}$$

Cette indemnité sera révisée annuellement conformément à l'échéancier ci-dessous et à l'article 19 ci-après.

Année	Tc(€)		Identification	Désignation
2012	0,60 €	=	Tc ₂₀₁₂	Tarif du m3 de matériaux extrait pour l'échéance 2012
2013	$\frac{Tc_{2012} \times In + 0,05 \text{ €}}{I(n-1)}$	=	Tc ₂₀₁₃	Tarif du m3 de matériaux extrait pour l'échéance 2013
2014	$\frac{Tc_{2013} \times In + 0,05 \text{ €}}{I(n-1)}$	=	Tc ₂₀₁₄	Tarif du m3 de matériaux extrait pour l'échéance 2014
2015	$\frac{Tc_{2014} \times In + 0,05 \text{ €}}{I(n-1)}$	=	Tc ₂₀₁₅	Tarif du m3 de matériaux extrait pour l'échéance 2015
2016	$Tc_{2015} \times \frac{In}{I(n-1)}$	=	Tc ₂₀₁₆	Tarif du m3 de matériaux extrait pour l'échéance 2016
2017 et années suivantes	$Tc_{(n-1)} \times \frac{In}{I(n-1)}$	=	Tc _(n)	Tarif du m3 de matériaux extrait pour l'année n

ARTICLE 17 – SUIVI ET CONTROLE DES QUANTITES EXTRAITES

Conformément à l'accord conclu entre les parties :

- un géomètre expert fera un relevé tous les 5 ans, soit :
 - fin 2013,
 - fin 2018,
 - et au terme de l'autorisation d'extraire soit au plus tard le 20 mai 2022.

L'Unité Territoriale de l'ONF de LEVIER sera prévenue au moins deux semaines à l'avance de la date de ces relevés et un représentant de celle-ci pourra y assister.

39 10 11

- A la fin de chaque année intermédiaire, l'Exploitant transmettra une estimation des volumes exploités au cours de cette même année.

Les redevances seront calculées sur la base des volumes déclarés par le géomètre et l'Exploitant.

Il s'agit des volumes en place effectivement extraits clairement identifiés, déduction faite des terres de découverte et des stériles stockées sur le terrain.

17.1 - Suivi : l'Exploitant fera connaître à l'Agence départementale ONF du DOUBS, la quantité extraite au cours de l'année précédente avant le 31 janvier.

17.2 - Contrôle :

A - Pour réaliser le contrôle quantitatif :

Toutes les situations seront remises à chacune des parties.

Les frais de géomètre seront à la charge de l'Exploitant.

L'Office National des Forêts, ainsi que la municipalité, auront accès sur simple demande à la carrière, en respectant les mesures de sécurité imposées.

ARTICLE 18 – REVISION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE ANNUELLE (If)

L'indemnité d'occupation (If) relative à l'occupation du terrain, est actualisée toutes les années en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la production de granulats pour la construction et la viabilité intitulé « **GRA** » tel qu'il est publié par l'UNPG (l'Union Nationale des Producteurs de Granulats).

Pour les années 2012, 2013, 2014 il est nécessaire de se référer à l'article 15 ci-dessus.

Elle sera obtenue par application de la formule suivante :

$$If(n) = If(n-1) \times \frac{In}{I(n-1)}$$

If(n) = représente le montant de cette indemnité actualisée pour l'année (n).

If = le montant de cette indemnité initiale, soit **1 200 € en 2012**, voir tableau de l'article 15 pour les échéances suivantes.

In = est la dernière valeur connue de l'indice intitulé « **GRA** » au 1^{er} janvier de l'année n. (n étant l'année d'occupation du terrain)

I(n-1) = est la dernière valeur connue de l'indice intitulé « **GRA** » au 1^{er} janvier de l'année n-1.

ARTICLE 19 – REVISION DU TARIF DE LA REDEVANCE (Tc)

Cette redevance est actualisée pour chaque période couvrant l'année civile écoulée (n) au 1^{er} janvier de chaque année

Le Tarif de la redevance (Tc) relative aux matériaux extraits de la carrière, sera actualisée toutes les années en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la production de granulats pour la construction et la viabilité intitulé « GRA » tel qu'il est publié par l'UNPG (l'Union Nationale des Producteurs de Granulats).

Pour les années 2012, 2013, 2014 et 2015 il est nécessaire de se référer à l'article 16 ci-dessus.

Elle sera obtenue par application de la formule suivante :

$$Tc(n) = Tc(n-1) \times \frac{In}{I(n-1)}$$

Tc(n) = représente le montant du tarif actualisé pour l'année (n).

Tc(n-1) = représente le montant du tarif actualisé pour l'année (n-1).

In = est la dernière valeur connue de l'indice intitulé « GRA » au 1^{er} janvier de l'année n. (n étant l'année d'occupation du terrain)

I(n-1) = est la dernière valeur connue de l'indice intitulé « GRA » au 1^{er} janvier de l'année n-1.

ARTICLE 20 – DROIT DE BAIL ET TVA

L'indemnité d'occupation forfaitaire pour inconvénients divers (If) n'ayant pas un caractère locatif, elle n'est pas assujettie au droit de bail.

Les redevances (If et Rc) ne sont pas assujetties à la TVA.

ARTICLE 21 – ECHEANCE DE PAIEMENT DE L'INDEMNITE ET DE LA REDEVANCE

Ces paiements se feront à l'ordre du Trésor public entre les mains du trésorier de LEVIER, receveur municipal de la Commune de CHAPELLE D'HUIN.

En cas de retard dans le paiement de l'indemnité ou de la redevance du fait de l'Exploitant, l'intérêt du taux légal courra de plein droit et sans mise en demeure. Faute par l'Exploitant de laisser passer six mois sans les avoir acquittés, le contrat sera résilié de plein droit six jours après un commandement de payer resté sans effet sans qu'il soit besoin de décision judiciaire, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre l'Exploitant pour arriver au paiement des termes et de l'intérêt des sommes dues et de tous dommages et intérêts.

A – Paiement de l'élément fixe If(n) :

Cette indemnité est à payer d'avance : en une fois, avant le 1^{er} juillet de l'année n au vu d'une facture établie au plus tard le 31 mai de l'année n.

B – Paiement de l'élément variable Rc(n) :

Une avance de cette redevance correspondant à 10 000 m³ est à payer d'avance soit avant le 1^{er} juillet de l'année n au vu d'une facture établie au plus tard le 31 mai de l'année n.

Le versement du solde de cette redevance annuelle pour l'année civile écoulée (n), par l'Exploitant, interviendra en une fois, avant la date du 28 Février de l'année (n+1) au vu d'une facture établie au plus tard le 1^{er} février de l'année (n+1).

N.B : L'avance de cette redevance sera systématiquement déduite de la redevance totale. Si le volume extrait l'année civile écoulée était inférieur à 10 000 m³, une régularisation serait opérée les années ultérieures.

Les frais de garderie au bénéfice de l'Office national des forêts seront calculés sur la surface relevant du régime forestier, soit concernant le cas présent de cette carrière sur 4,0542 ha.

CHAPITRE V : RESPONSABILITE - ASSURANCE

ARTICLE 22– RESPONSABILITE

- L'Exploitant sera responsable dans les conditions de droit commun, envers la Commune et envers les tiers, des dégâts ou accidents causés par l'exploitation de la carrière.

ARTICLE 23– ASSURANCES

L'Exploitant s'engage à contracter une police d'assurance responsabilité civile le garantissant des risques pouvant résulter de son activité.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 24 – FRAIS D'ETUDE ET DE DOSSIER

Les frais de rédaction du présent acte sont arrêtés à la somme de 500 euros HT et seront à la charge de l'Exploitant et payés à l'ONF sur présentation d'une facture. Ces frais sont forfaitaires pour la durée du contrat, même si celui-ci est résilié avant le terme prévu.


Le présent acte est dispensé des frais d'enregistrement.

RH MC DN

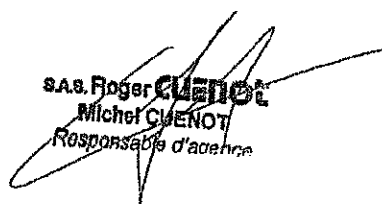
ARTICLE 25 – DESTINATION DU PRESENT CONTRAT

Le présent contrat est établi en 3 exemplaires originaux destinés à la Commune de CHAPELLE D'HUIN, l'Exploitant et l'Agence ONF du DOUBS.

M. Dominique MAMET
Maire de la Commune CHAPELLE D'HUIN

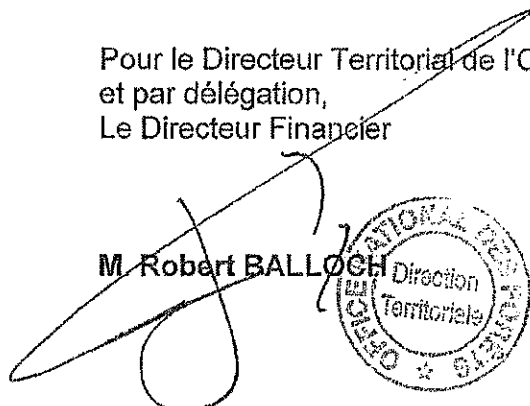


M. Michel CUENOT -
Représentant l'Entreprise
SAS Roger CUENOT



SAS Roger CUENOT
Michel CUENOT
Responsable d'agence

Pour le Directeur Territorial de l'ONF,
et par délégation,
Le Directeur Financier



M. Robert BALLOCH

